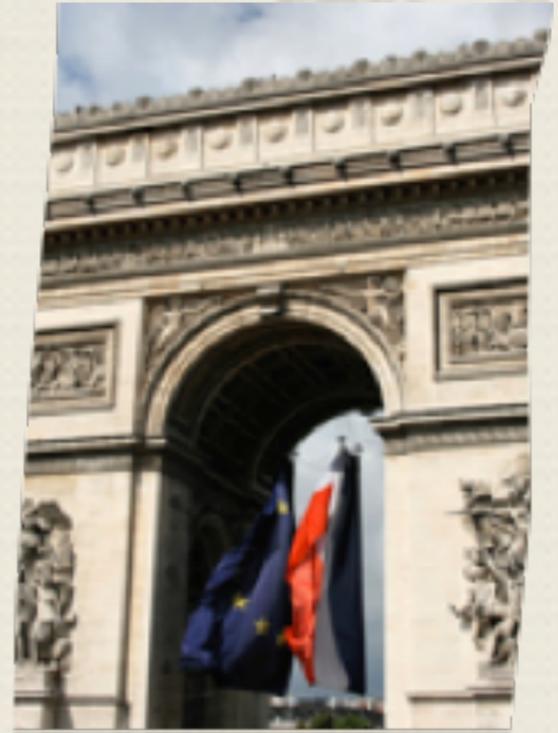


# LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 23 NOVEMBRE 2017

## SOMMAIRE

- 1) Ils accusent
- 2) Le revers de Merkel incommode...
- 3) Son budget n'est pas au top selon
- 4) Un cadeau fiscal de plus
- 5) Nouvelle saison pour les...
- 6) Elle vous « merde »



Diez Gérard La Presse en Revue

**I) L'agence du médicament : Lille battue, Aubry et Bertrand accusent Macron**



Les embouteillages toujours plus nombreux sur les berges. LUDOVIC MARIN/AFP

La maire PS de la métropole et le président LR des Hauts de France reprochent au président son «soutien tardif» après l'échec de la candidature de la ville à l'accueil du siège de l'Agence européenne du médicament.

C'est finalement Amsterdam qui a été choisie lundi soir pour succéder à Londres comme siège de l'agence du médicament (AEM). Visiblement déçus, la maire de Lille Martine Aubry (PS) et le président des Hauts-de-France Xavier Bertrand (LR) n'ont pas caché leur colère après l'échec de la candidature de cette ville, regrettant «le soutien tardif et timide» d'Emmanuel Macron.

Retenue par le gouvernement Cazeneuve pour représenter la France dans cette compétition, Lille a été écartée de la course dès le premier tour, selon une source diplomatique à Bruxelles, essayant un échec cuisant. Elle n'a recueilli que trois points, ce qui signifie qu'un seul des 27 Etats-membres, probablement la France, a fait de Lille son premier choix. Chaque Etat devait distribuer six points, les trois à son premier choix, deux à son deuxième choix et un à son troisième choix.

«En dépit (d'une) fantastique mobilisation» des professionnels de la santé, des entreprises et des élus des Hauts-de-France, «nous ne pouvons que regretter le soutien tardif et timide affiché par le Président de la République», ont déclaré Martine Aubry (PS) et Xavier Bertrand (LR) dans leur communiqué. «Alors que Lille, la MEL (Métropole européenne de Lille), et la Région Hauts-de-France portaient cette candidature depuis plus de six mois, c'est seulement la semaine dernière que le Président de la République, en saluant notamment le travail remarquable que nous avons entrepris pour la constitution du dossier, a exprimé publiquement son soutien à notre initiative commune. Or, une véritable mobilisation du Président Macron aurait fait la différence», affirment les signataires.

«Un mauvais coup pour la région»

«C'est extrêmement désolant de ne pas avoir été défendu au plus haut niveau, malgré les derniers propos du Président qui a dit qu'il y mettrait tout son poids. J'espère qu'il ne l'a pas mis sinon ce serait inquiétant sur son poids», a estimé Martine Aubry. Des propos que le porte-parole du gouvernement Christophe Castaner a qualifiés de «méchanceté inutile». En visite à Roubaix et Tourcoing lundi et mardi, Emmanuel Macron avait assuré qu'il allait «mettre tout (son) poids» pour que Lille soit choisie. «J'y crois», avait-il dit.

«La France n'a pas cherché de soutien, ce n'est pas possible», le fait que Lille n'ait obtenu que trois points «c'est la preuve éclatante qu'il n'y a eu aucune recherche de soutien à notre candidature», a pour sa part déclaré Xavier Bertrand. «Nous avons la conviction, nous avons maintenant la preuve» que le sommet de l'Etat n'a pas appuyé Lille, a renchéri Martine Aubry. Le président des Hauts-de-France s'est dit «profondément amer». «On avait fait l'union sacrée, avec Martine Aubry et Damien Castelain», le président (centre droit) de la Métropole européenne de Lille. «Sans le soutien (présidentiel), c'était évident que l'on n'allait pas gagner».

Martine Aubry et Xavier Bertrand ont reproché au président Macron d'avoir fait campagne pour l'accueil de l'Agence bancaire européenne à Paris, choix qui a également été annoncé lundi par la présidence de l'UE à Bruxelles. La ministre de la

l'accueil de l'Agence bancaire européenne à Paris, choix qui a également été annoncé lundi par la présidence de l'UE à Bruxelles. La ministre de la Santé «Agnès Buzyn s'est mobilisée, mais en même temps Benjamin Griveaux (secrétaire d'Etat à l'Economie) faisait campagne» pour accueillir à Paris l'agence bancaire, a ainsi déploré Xavier Bertrand. «La finance est à leurs yeux plus importante que la santé», a fustigé l'ancien ministre de la Santé, dénonçant un «mauvais coup pour la région mais aussi pour la France».

LE FIGARO · fr

## II) Le pari européen de Macron ébranlé par le revers de Merkel

Par martine orange

À son arrivée au pouvoir, Emmanuel Macron a misé toute sa politique européenne sur Angela Merkel. L'affaiblissement politique de la chancelière allemande met à mal tous ses espoirs de refondation de la zone euro.

Même si l'Élysée se garde bien de commenter les difficultés politiques présentes de l'Allemagne, l'affaiblissement d'Angela Merkel est une mauvaise nouvelle pour Emmanuel Macron. « Nous voulons un gouvernement stable et fort pour avancer ensemble », s'est contenté d'expliquer l'entourage élyséen au lendemain de l'échec du projet de coalition. Mais au-delà des formules diplomatiques, le gouvernement français ne peut cacher un certain embarras. Bon gré, mal gré, il est bien obligé de tirer les premières conclusions du revers de la chancelière : même si elle se maintient au pouvoir, Angela Merkel est en train de perdre le poids politique et diplomatique qui en faisait la personnalité dominante de la scène européenne. Elle n'aura sans doute plus jamais l'autorité suffisante pour accompagner un changement en Europe.

Ce constat ne peut que prendre de court l'Élysée : il ébranle tout l'édifice de la politique européenne d'Emmanuel Macron. Depuis son élection, le président de la République a misé une grande partie de sa politique intérieure et extérieure sur la force d'Angela Merkel, sur l'axe franco-allemand. Il a même théorisé son pari européen. Pour contrer le rejet des populations, l'Europe avait besoin de changer profondément, d'approfondir sa construction, de mettre en place de nouvelles institutions supranationales, à commencer par un budget, expliquait-il. Ces changements institutionnels, ajoutait-il, ne pourraient être acceptés par Berlin que si ses partenaires se montraient crédibles. Pour cela, la France se devait de respecter enfin les règles et les traités de l'Union. C'est à ce prix qu'elle pourrait enfin faire entendre sa voix et peser dans les évolutions européennes.

Dès son arrivée à l'Élysée, Emmanuel Macron a mené au pas de charge les « réformes indispensables », selon lui, pour retrouver cette crédibilité face à l'Allemagne. Les ordonnances

Dès son arrivée à l'Élysée, Emmanuel Macron a mené au pas de charge les « réformes indispensables », selon lui, pour retrouver cette crédibilité face à l'Allemagne. Les ordonnances sur le travail, les changements sur la taxation sur le capital, la politique d'austérité, les coupes au lance-flamme dans les dépenses publiques pour ramener le déficit budgétaire en dessous de la barre des 3 % dès cette année... Tout a été entrepris, justifié au nom de l'Europe et des nécessaires changements de l'Union.

Il fallait aller d'autant plus vite, a expliqué l'Élysée, qu'il y avait une « fenêtre d'opportunités » à ne pas rater. Si l'Europe voulait s'engager dans une transformation institutionnelle, elle devait profiter du laps de temps qui s'écoulerait entre les élections allemandes et la fin 2018 pour en lancer les bases, selon des responsables français. Après, il serait trop tard. La Commission européenne entrerait en hibernation, en attendant les élections européennes du printemps 2019.



Emmanuel Macron à la Sorbonne le 26 septembre © Reuters

Emmanuel Macron s'est donc précipité pour lancer son grand projet de transformation européenne et en dévoiler les premiers contours : la zone euro se devait d'avoir un ministre des finances, un budget commun, un fonds commun pour financer les projets d'investissement, expliquait-il.

Le président de la République ainsi que ses ministres ont multiplié les voyages à Berlin pour mettre en scène la grande amitié franco-allemande, dans l'espoir de recueillir un soutien. Le gouvernement allemand a souvent botté en touche. Mais il était tenu par les élections fédérales à venir, avançant l'entourage présidentiel pour justifier ces tergiversations.

À plusieurs reprises, des économistes et des observateurs ont mis en garde la France sur l'illusion française de tout miser sur l'amitié franco-allemande en négligeant les autres, plutôt que de construire un rapport de force avec Berlin. De même, plusieurs critiques se sont élevées sur les projets de transformation de la construction européenne proposés par Emmanuel Macron.

Une vision bien trop classique et inadaptée aux temps tourmentés que connaît l'Europe depuis la crise, selon l'économiste Charles Wyplosz. « Pendant la campagne électorale, il a la plupart du temps ressassé la vision traditionnelle française : un gouvernement commun européen et un ministre des finances pour l'Eurozone, avec un budget séparé pour financer l'investissement public. La plupart des autres États membres ont déjà rejeté cette vision et beaucoup sont persuadés que même la France ne serait pas d'accord pour accepter les transferts qu'une telle réforme imposerait. De toute façon, l'Union européenne n'est pas en capacité de discuter d'évolutions aussi radicales alors que sa priorité doit être de trouver des solutions pour réparer ce qui est cassé : une union bancaire faite à moitié, un pacte de croissance et de stabilité qui ne fonctionne pas, une régulation excessive... », relevait-il dans une tribune publiée par Project Syndicate en juillet.

Emmanuel Macron a choisi de ne tenir compte d'aucun de ces avertissements. Tellement persuadé, comme nombre de responsables politiques dans le monde, que la réélection d'Angela Merkel ne serait qu'une formalité, il a décidé d'en préempter le résultat. Alors que les élections législatives allemandes se tenaient le 24 septembre, le président de la République programmait un grand discours sur l'Europe à la Sorbonne le 26. Ce devait être l'acte I de la relance européenne, celui qui introniserait les propositions françaises et permettrait de rallier les soutiens, celui qui aussi forcerait peut-être un peu la main à Angela Merkel, laquelle s'est, au long de ses douze années de pouvoir, toujours montrée très timorée face au moindre changement des règles européennes, même au plus fort de la crise de l'euro.

Mais rien ne s'est passé comme prévu. Les résultats des législatives ont dessiné un paysage électoral marqué par la montée d'un extrémisme de droite et une crispation des positions que personne n'avait anticipées. La CDU/CSU emmenée par Angela Merkel a fait son pire résultat électoral depuis la Seconde Guerre mondiale. Le parti d'extrême droite, l'AfD, a fait son entrée au Parlement. Les libéraux ont augmenté leur score en durcissant leur discours, notamment à l'égard de l'Europe et de tout projet de redistribution communautaire. Revers encore plus cuisant pour l'Élysée : laminé par les urnes, le SPD, au sein duquel Emmanuel Macron a noué de nombreuses amitiés depuis 2012 et sur lequel il comptait pour infléchir les positions de la droite allemande, a refusé de participer à toute nouvelle grande coalition.

Dans ce nouveau contexte, le grand discours de la Sorbonne n'a reçu qu'un accueil poli. Des pays membres de l'Union, comme les Pays-Bas ou l'Autriche, ont fait savoir leur opposition aux changements proposés. Même si elles y sont plutôt favorables, l'Espagne, en pleine tourmente avec la Catalogne, et l'Italie, prise dans le tourbillon de ses futures élections, ont d'autres sujets de préoccupation dans l'immédiat. Quant à l'Allemagne, il n'a plus été question que de la formation de la coalition « Jamaïque ». Bref, les propositions françaises paraissent être tombées dans les oubliettes de l'Histoire.

Alors que l'Allemagne paraît affaiblie, certains observateurs pensent que le moment pourrait être favorable à la France. Emmanuel Macron, qui est la seule voix forte de l'Union en ce moment, devrait selon eux se saisir de ce moment pour relancer ses grands projets de refondation. Mais outre que les projets français sont loin d'être partagés, Emmanuel Macron a aussi négligé un peu les autres membres de l'Union, et même en a froissé un certain nombre en quelques mois, que ce soit l'Italie avec le dossier STX (chantiers navals de Saint-Nazaire) ou tous les membres de Visegrad (Pologne, Tchéquie, Hongrie, Slovaquie), accusés de ne pas jouer le jeu, notamment sur les travailleurs détachés.

Même si Emmanuel Macron parvenait à ressouder une partie des pays membres de l'Union autour de ses projets, de nombreux observateurs doutent que celle-ci puisse parvenir seule, sans l'aide de l'Allemagne, à redonner une dynamique à une Europe traversée par de multiples crises politiques et sociales. Les appels de personnalités comme Jean Pisani-Ferry, proche d'Emmanuel Macron (lire ici), l'économiste allemand Daniel Gros (lire là) ou l'ancienne ministre espagnole Ana Palacio

pressant l'Allemagne de se joindre dès maintenant aux efforts de la France, montrent une certaine inquiétude sur la capacité française à changer la donne européenne. Tous redoutent le retour à l'immobilisme.

Quelle que soit l'issue des prochaines tractations politiques à Berlin, tout indique que le prochain gouvernement se concentrera d'abord sur ses problèmes intérieurs. Il risque de se trouver sous la pression du parti libéral, mais aussi de l'extrême droite de l'AfD. Car ces deux partis partagent de nombreuses positions économiques, notamment celles d'une ligne dure face à l'Europe, du refus de toute mutualisation financière et d'une opposition à tout changement des règles qui ont tant profité à l'Allemagne jusqu'à présent. Dans les prochains mois, le prochain gouvernement allemand risque donc d'être le pied sur le frein plutôt que de s'inscrire dans les projets de réforme français.

Un premier test pourrait avoir lieu dès le mois prochain. Un sommet de l'Union est prévu en décembre pour discuter des mesures à prendre en vue de consolider l'Union européenne. L'Élysée en parle comme d'un sommet « révolutionnaire ».

S'il ne s'y passe rien ou pas grand-chose, cela risque d'être un mauvais signal pour les volontés de transformation portées par la France. Le pari européen d'Emmanuel Macron semble déjà bien fragile. Et si, en plus, les réformes qu'il a entreprises en France et qui ont été justifiées au nom de l'Europe tardent à porter le moindre fruit, sa position pourrait devenir bien compliquée.

[mediapart.fr](http://mediapart.fr)

### III) Le premier budget d'Emmanuel Macron n'a pas convaincu la Commission européenne

Jean-Baptiste Duval est chef de rubrique Economie et Technologie au HuffingtonPost.



LUDOVIC MARIN via Getty Images

EUROPE - La prévision budgétaire 2018 de la France présente selon Bruxelles un "risque de non-conformité" avec les règles européennes, une mise en garde embarrassante pour le président Emmanuel Macron qui avait promis de les respecter.

La France fait partie, avec l'Italie, la Belgique, le Portugal, l'Autriche et la Slovaquie, des six pays épinglés ce mercredi 22 novembre par la Commission européenne, qui publie chaque année à la même époque une évaluation des budgets européens dans le cadre du "semestre européen".

Elle remarque "un écart important" entre le budget qui lui a été présenté par Paris et "la trajectoire d'ajustement requise" pour atteindre son objectif d'assainissement des finances publiques. La Commission souligne aussi que le niveau de la dette française - 96,9% du PIB en 2018 - dépasse de loin le seuil des 60% prévu dans les traités.

Ce bonnet d'âne européen est susceptible de mettre à mal la crédibilité de la France vis-à-vis de ses partenaires européens, à l'heure où Emmanuel Macron les invite à réformer l'Europe en profondeur, en particulier la zone euro.

Toujours sous le coup d'une procédure pour déficit excessif

Une discussion sur ces réformes est d'ailleurs à l'ordre du jour d'un prochain sommet européen mi-décembre à Bruxelles.

"La marge de sécurité est faible. Il faut tenir les objectifs", a martelé le commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici, lors d'une discussion avec des journalistes.

En raison de ses largesses budgétaires, la France reste avec l'Espagne le seul pays de la zone euro encore sous le coup d'une "procédure de déficit excessif", qui peut aboutir à des sanctions et des amendes - même si cela ne s'est encore jamais produit.

Pour en sortir, elle doit présenter deux années de suite à Bruxelles un déficit public inférieur à 3% du Produit intérieur brut (PIB), ce qui est le cas pour l'instant, puisque la Commission anticipe un déficit à 2,9% à la fois en 2017 et en 2018.

Bien qu'"un risque" demeure sur ces chiffres, Bruxelles anticipe dans son analyse de mercredi que la France sortira de cette procédure au printemps prochain, ce qui la contraint dès lors à respecter en 2018 des objectifs bien plus poussés que cette seule règle des 3%.

Il lui est désormais demandé de réduire son déficit structurel, c'est-à-dire le déficit calculé sans les effets de la conjoncture économique.

Bruxelles a fixé cette réduction à 0,1 point de PIB. Or, selon ses calculs, ce déficit structurel, loin de se réduire, devrait s'accroître de 0,4 point de PIB, soit un écart significatif de 0,5 point.

Seuls 6 pays sur 19 vraiment en conformité avec Bruxelles

"La différence d'appréciation avec la Commission est habituelle à ce stade de l'année et se résorbe en général" plus tard, a réagi le ministère français des Finances dans un communiqué. "Elle reflète en partie la prudence de la Commission", a observé Bercy.

"Notre approche est prudente et conservatrice", a pour sa part concédé Pierre Moscovici, soulignant que Bruxelles appréciait "malgré tout les réformes faites en France". La prochaine évaluation budgétaire de la Commission est prévue au printemps prochain.

Bruxelles s'est par ailleurs dite "préoccupée" par la dette publique élevée de l'Italie, qui va atteindre 130,8% du PIB en 2018, un chiffre d'autant plus inquiétant que Rome devrait enregistrer la croissance la plus faible de la zone euro.

"Etant donné la taille de son économie, c'est une source d'inquiétude pour la zone euro dans son ensemble", s'est même inquiété l'exécutif européen dans une lettre adressée à Rome.

Seuls six pays parmi les 19 ayant adopté la monnaie unique sont en conformité totale avec les règles européennes: l'Allemagne, la Lituanie, la Lettonie, le Luxembourg, la Finlande et les Pays-Bas.

Pour les autres -- Estonie, Irlande, Chypre, Malte, Slovaquie et Espagne -- les projets de budget sont jugés "globalement conformes".

La Grèce, toujours sous le coup d'un plan d'aide à cause de sa dette, n'est pas concernée par ces prévisions budgétaires.



## IV) Après l'arrivée de l'Autorité bancaire à Paris, un cadeau fiscal pour appâter les banquiers anglais ?



Par Hervé Nathan

L'Autorité bancaire européenne, qui va quitter Londres pour Paris, n'apportera que 170 emplois. Mais Bruno Le Maire compte bien réduire les impôts sur la finance pour inciter de grandes banques internationales à choisir de s'installer en France.

A Bercy, c'était un peu fête ce matin du 21 novembre, après l'annonce de l'installation prochaine de l'Autorité bancaire européenne à Paris, qui devra quitter Londres à la suite du Brexit. Après tout, ce n'est pas si souvent que la capitale française fait la nique à Francfort, qui abrite la Banque centrale européenne.

Pour Bruno Le Maire, la venue de l'Autorité bancaire, qui est en charge de la régulation des banques dans l'Union européenne, et constitue donc un rouage important de l'industrie financière, ouvre la perspective de voir s'installer en France de puissants groupes, banques, assurances ou fonds d'investissement.

« Ils savent que la régulation se fera à Paris, cela va peser fort dans leurs décisions », s'exclame-t-il. Pour l'heure, parmi les grandes banques mondiales, seule la HSBC avait choisi Paris pour

y localiser 1.000 emplois.

Maintenant que l'ABE et ses 170 postes sont acquis, le ministre de l'Economie, qui affirme avoir eu de nombreux contacts avec des responsables de groupes américains, veut appâter les banquiers pour qu'ils implantent le maximum de postes en France.

Avec des arguments sonnants et rébuchants. Lesquels ? « Nous avons encore une ou deux décisions à prendre », confie-t-il, sibyllin, à Marianne. Parmi lesquelles on devine une mesure sur la fiscalité puisque Le Maire avoue un souci « de coût du travail ».

C'est qu'un banquier à Paris, ça coûterait trop cher à ses employeurs. Selon un rapport du Sénat publié en juin : "Pour un salaire brut annuel de 250.000 euros, le coût total pour l'employeur, qui correspond à la somme du salaire brut et des prélèvements sur le travail, s'élève à 265.000 euros en Allemagne, contre 387.000 euros [en France, ndlr], soit un écart de 46% (...) Autrement dit, pour le coût de deux banquiers à Paris, un employeur peut en embaucher un troisième à Francfort. »

Rien n'est trop beau pour la finance

On connaît, grâce au rapport du Sénat, quelques pistes que veut emprunter le maître de Bercy dans son budget 2018 : supprimer la tranche supérieure du barème de la taxe sur les salaires (20%, à partir de 150.000 euros par an), pour un coût de 137 millions d'euros par an, dont le plus gros reviendrait aux banques déjà installées en France !

Autre piste, plus onéreuse encore : renforcer le régime des impatriés (qui a été conçu pour permettre le retour des emplois haut de gamme en France, et permet de réduire le coût salarial global de 18.000 euros par an) par l'exonération totale pendant huit ans de ladite taxe sur les salaires, soit 250 millions d'euros de dépense fiscale brut !

Autre piste : réduire le coût des transactions financières en abaissant la taxe sur les transactions financières de 0,3% à 0,2%, évidemment honnie par les banquiers... Pour un coût inconnu du Sénat... D'autres voies sont envisagées comme la détaxation des stock-options ou la libéralisation des sociétés de libre partenariat... Dont sont friands les gestionnaires de fonds à risques... On le voit : rien n'est trop beau, rien n'est trop cher pour attirer la finance.

Le même jour à Bercy, le ministre de l'Economie affirmait devant un parterre d'élus, de patrons et de fonctionnaires réunis pour les « Journées de Bercy » : « Nous ne faisons pas une politique pour telle ou telle catégorie de la population... » Car, vu de Bercy, le banquier se situe hors catégorie



## V) Les Restos du cœur pour le maintien du fonds européen à l'aide alimentaire

par Jean-Claude Renard



photo : Ian LANGSDON / POOL / AFP

Voilà maintenant trente-trois ans que l'aventure des Restos du cœur, créés par Coluche, a commencé, et la pauvreté gagne du terrain au fil des campagnes – avec aujourd'hui 9 millions de personnes en France vivant sous le seuil de pauvreté. Chaque hiver, ce sont près de 900 000 personnes qui sont accueillies dans les 2 058 centres des Restos du cœur pour bénéficier d'une aide alimentaire. Cette campagne, assurée par 71 000 bénévoles, s'étendra jusque fin mars. Au précédent exercice, 135,8 millions de repas ont été servis.

Rappelons que cette aide n'est pas la seule au sein de l'association, qui déploie une palette d'actions visant la réinsertion durable des personnes comme l'accès aux droits, le soutien à la recherche d'emploi, l'accompagnement scolaire et les ateliers de français, l'accès à la culture et aux loisirs, l'aide au logement...

Reste que cette dernière campagne s'ouvre dans un contexte particulier : le prochain budget européen devra en effet faire l'objet d'après négociations en 2018 et remettre en jeu l'avenir du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD), dont l'association demande la pérennisation. « Les Restos ne manqueront donc pas de mobiliser tout au long de l'année, relève l'association, en lien avec leurs partenaires associatifs, l'ensemble des parties prenantes pour qu'elles concrétisent cet engagement et défendent un Fonds européen dédié à l'aide alimentaire à la hauteur de l'urgence sociale européenne. En défendant le FEAD, la France aura la responsabilité de porter ces messages cruciaux au niveau européen ! » C'est justement ce fonds qu'Emmanuel Macron avait promis de pérenniser durant sa campagne électorale.

politis.fr

## VI) Laurence est borderline et elle vous emmerde



Hystériques sous hypnose à la Salpêtrière, soignées et exposées par le docteur Charcot à la fin du 19ème siècle. (Desiré Magloire-Bourneville)

**Laurence, militante du blog Coups de gueule de Lau se bat contre la "psychophobie" que subissent les malades psys. Et remet en question une "normalité" cruelle.**

Par Alice Maruani

Connaissez-vous la psychophobie ? Le terme a fait son apparition dans les médias cet été, quand l'émission "Fort Boyard" a lancé "l'asile", une nouvelle épreuve qui consiste à se tirer d'une chambre capitonnée tout en portant une camisole de force. Mauvais goût bonjour.

"C'était la première fois qu'on voyait le mot noir sur blanc hors des réseaux militants", s'enthousiasme Lau alias Laurence. La blogueuse des Coups de gueule de Lau, "suisse, féministe, grosse", a participé à la création du collectif SOS Psychophobie il y a quatre ans.

Aujourd'hui constitué d'une dizaine de personnes aux problématiques diverses, de l'autisme à la schizophrénie, en passant par le trouble borderline, il monte régulièrement au créneau pour dénoncer les propos ou les représentations "psychophobes" dans les médias.

### Traiter Trump de "fou"

Exemple banal : traiter Trump de "fou" n'est pas cool pour les "fous". Véhiculer l'image du "fou dangereux", par exemple dans les cas de meurtres de masse ou encore de terrorisme, non plus.

C'est à la fois faux et très nocif pour les personnes souffrant de troubles psychiques, car ce cliché contribuera à leur isolement et aux violences dont elles sont souvent victimes.

Psychophobie, donc. "Il y avait racisme, sexisme, grossophobie, mais il nous manquait un mot pour définir cette oppression spécifique."

Lau définit la psychophobie (qui dans le dictionnaire désigne une mystérieuse "phobie de l'esprit") comme "l'ensemble des stigmatisations, des discriminations qui vont de la moquerie à la violence physique que vivent les personnes qui sortent de la norme de fonctionnement psy".

Ça paraît simple, mais c'est une petite révolution.

Cela fait longtemps que notre vision des maladies psychiques ne se résume plus à l'image simpliste du "fou" de "l'asile" de "Fort Boyard" (dans les médias, par vague, il y a des moments de dépression, des moments d'autisme Asperger, des moments de bipolarité).

### Une critique de la "normalité" psychique

Mais le mouvement anti-psychophobie va plus loin. Il ne cherche pas seulement à mieux informer sur les maladies mentales ou à "excuser" les personnes souffrant de troubles psychiques, mais remet aussi en cause la "norme neurotypique", c'est-à-dire les normes sociales de comportement et de fonctionnement.

A l'image d'une partie du mouvement féministe qui souhaite déconstruire les normes de genre, les militants anti-psychophobie critiquent la "normalité" psychique, présentée comme allant de soi.

"Plus ça va plus je me pose la question de savoir si les personnes neurotypiques existent", souffle Lau. "Il y a une norme neurotypique, qui est

"aussi celle du patriarcat et du capitalisme – répondre aux attentes de productivité, regarder dans les yeux, correspondre aux stéréotypes de genre – mais y a-t-il une personne qui corresponde complètement à ces attentes ?"

Pour Lau, il y a d'un côté les gens qui sont "en situation de pouvoir donner le change correctement". Et les autres, comme elle, que les militants appellent "neuroatypiques".



Extraction de la pierre de folie, de Jérôme Bosch (1494) : l'entonnoir, sur la tête du charlatan, signifie la tromperie.

Ce discours critique est le même que celui des militants anti-capacitisme ("ableism"), porté par les personnes handicapées dans les années 1980 aux Etats-Unis, et qui a donné naissance au domaine des disabilities studies dans le monde anglo-saxon. Un champ très peu exploré en France.

### "Défoule-toi sur moi, c'est open bar"

Pour Lau, l'anti-psychophobie va forcément de pair avec une lutte contre les autres oppressions (sexistes, racistes, etc.) et le capitalisme.

"Avant je défonçais mes portes de placard, mais c'était néfaste pour mes proches comme pour mes placards. Maintenant je me canalise dans le militantisme."

La pathologie de Lau – un "doux mélange d'hyperactivité avec déficit de l'attention et de trouble borderline" – implique une dose d'émotivité et une impulsivité parfois incontrôlables, qui se manifestent notamment par des crises de colère. Des "coups de gueule" qu'elle pousse aujourd'hui sur la Toile.

L'éducatrice spécialisée de 39 ans était une petite fille solitaire, harcelée par ses camarades.

"La psychologue scolaire m'a dit que c'était normal qu'on me harcèle parce que j'étais bizarre."

Après l'école, sa hiérarchie a pris le relais de la maltraitance.

"Parce que je suis grosse et que je sors de la norme de fonctionnement, il y a comme une cible au-dessus de ma tête qui dit 'défoule-toi sur moi, c'est open bar'."

Il y a dix ans, le harcèlement d'un de ses chefs l'a menée jusqu'à un burn-out de six mois, durant lequel elle a lutté pour ne pas "se foutre en l'air". "C'était une sombre crevure, un mec d'extrême droite raciste, bref une calamité totale. J'allais tout le temps au conflit avec lui."

"Ce n'était pas possible pour moi de fermer ma gueule devant lui, et il m'a pris en grippe." Lau nourrit des idées suicidaires. "Il m'enfonçait en me disant : 'Si tu es dépressive, tu ne peux pas faire ce boulot', etc."

Elle a fini par être licenciée. Au fond du trou à

cette époque, elle n'a jamais porté plainte.

"Quand tu ne peux pas obéir, ce n'est pas un atout pro"

Aujourd'hui, elle bosse dans un centre d'accueil pour enfants et ados en difficulté en Suisse. Le même depuis huit ans. Son parcours lui sert parfois à comprendre et à communiquer avec les jeunes qu'elle encadre.

Mais elle a toujours tendance à s'attirer les foudres d'un chef ou d'un directeur.

"Quand tu ne peux pas mentir ou obéir sagement à ta hiérarchie, ce n'est pas un atout pro."

Elle prend aujourd'hui la chose avec philosophie, "ce n'est qu'un travail : si ça se passe mal, j'irai ailleurs". Et se dit que son trouble correspond aussi à ses "valeurs" :

"Je ne veux pas apprendre à coopérer avec un gros raciste."

Bref, Lau n'a pas envie d'être "normale". Même si elle ajoute : "Idéalement, j'aimerais bien contrôler les moments où je l'ouvre..."

Son discours politique s'est forgé sur le web. En 2007, Lau est devenue admin d'un forum d'entraide pour personnes pratiquant l'automutilation.

"A un moment donné, quand tu vois plusieurs personnes se faire licencier à cause des marques d'automutilation, et se faire dire qu'elles sont nocives, la moutarde te monte au nez, et il faut faire quelque chose. »"

### "J'emmerde Fillon"

Aujourd'hui, plusieurs blogueurs et blogueuses écrivent sur les troubles mentaux d'un point de vue personnel et politique à la fois, comme Blog schizo, Comme des fous ou Troll de jardin.

La dessinatrice Maeril s'est aussi illustrée en répondant directement à François Fillon qui se défendait d'être "autiste" dans un discours : "Je suis autiste, bien portante, sûrement plus lucide que vous et je vous emmerde."



Maeril@itsmaeril  
Bonsoir @FrancoisFillon, juste pour vous dire que je suis autiste, bien portante, sûrement plus lucide que vous et que je vous emmerde. 💖



Maeril@itsmaeril  
Vous savez @FrancoisFillon, être autiste ne veut pas dire qu'on est "bête" ou "déconnecté du monde" comme vous avez l'air de le penser.

Les profils de ces neuroatypiques publics sont variés, mais ce sont souvent des personnes qui ont "pris de la distance" avec leurs symptômes.

Lau lâche :

"C'est pas depuis le fond d'une chambre d'isolement ou entre deux tentatives de suicide qu'on arrive vraiment à pondre un article, quoi !"  
Solidarité entre "fous"

Pour le moment, la visibilité de la cause reste mince. Lau est suivie sur Facebook par une centaine de personnes, et le collectif par environ 2.000.

"Même dans les milieux militants, on est peu écouté. Les gens se disent 'c'est des fous, peut-être qu'ils exagèrent, on ne sait jamais'."

La première Mad Pride, créée à Toronto il y a 24 ans sur le modèle de la Gay Pride par des "survivants de la psychiatrie", a eu lieu en France en 2014 et compte pour le moment trois éditions.

En 2016, elle avait rassemblé environ 200 personnes. L'édition de 2017 a été annulée pour des "raisons de sécurité", peut-on lire sur le site des organisateurs.

Reste que pour Lau, "internet et les réseaux sociaux ont sacrément aidé ».

"Ça permet tout à coup de se rendre compte de la dimension politique du problème. Tant que chacun vivait sa merde chacun dans son coin, comment on aurait pu faire ça ? »"

### Dans la troupe de théâtre

C'est aussi par internet et les forums d'entraide que Lau a rencontré la plupart de ses amis de la vraie vie, dont ses trois coloc actuels.

Lau va ainsi à l'encontre d'une des idées reçues les plus tenaces et qu'elle critique dans un de ses articles : les malades psys se "tireraient vers le bas", et ne devraient pas trop se fréquenter (psys et entouragés le disent).

Pour Lau, une bonne part de la souffrance psychique vient justement du regard négatif de l'entourage et de la pression de normes impossibles à tenir. Normes qui changent en fonction du milieu : dans l'art par exemple, être "fou" est autorisé. Lau se marre :

"Mes seuls amis non diagnostiqués sont dans une troupe de théâtre, et ils sont tous barrés."

En somme, les "fous", comme certains malades le disent, se réappropriant un terme péjoratif, bousculent l'ordre social. Mais aussi les psychiatres.

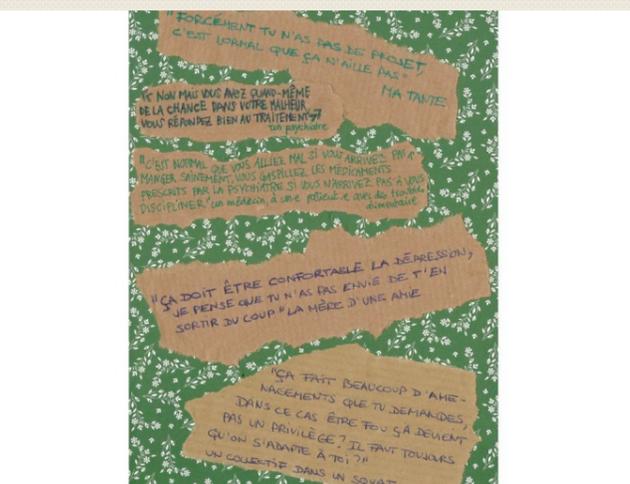
### Psychiatrie oppressive

"Les personnes qui restent gentiment dans leur rôle de malades font ce qu'on attend d'elles, elles essayent de se plier aux codes. Les militants, eux, sont un peu plus dérangeants", lâche Lau.

Lau voit la psychiatrie comme "un foutu outil de contrôle social", comme Foucault quand il critiquait le "pouvoir psychiatrique".

Elle prend l'exemple des femmes qu'on enfermait pour hystérie au XIXe siècle ou de la psychiatrisation de l'homosexualité, et jusqu'à très récemment, des personnes transgenres.

"Dernièrement, le gouvernement a demandé aux psychiatres de chasser les terroristes. Ce n'est pas normal."



Les militants exposent aussi les violences psychiatriques, dont on parle peu.

"Il y a des gens traumatisés des soins. Une amie a vécu des choses tellement ignobles en HP qu'elle a mis des années à se faire soigner quand elle en a eu besoin."

Comme le dit la blogueuse de Blog schizo, aussi membre de SOS Psychophobie :

"La schizophrénie m'a rarement révoltée, la psychiatrie souvent."

Pour autant, pas question pour Lau de jeter tout le médical à la poubelle, qui peut être utile, tout comme les médicaments.

"On ne veut pas minimiser l'existence des maladies et des difficultés, qui sont réelles. Mais on milite pour une psychiatrie non normative. »"

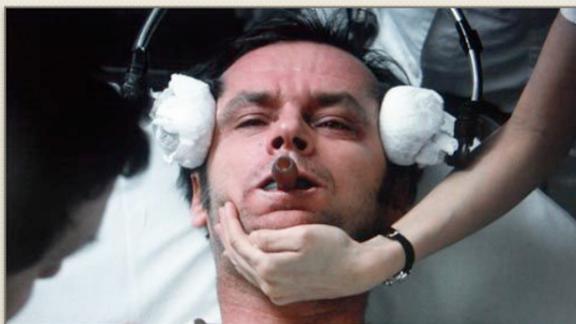
"Mon esprit, mes choix"

Certains patients vont vouloir combattre le symptôme, d'autres apprendre à composer avec, voire à le positiver, explique Lau :

"Ce qu'on réclame, c'est l'autodétermination du patient, c'est d'avoir le choix, dans la limite de la mise en danger de soi-même ou des autres."

Comme elle l'écrit sur son blog, transposant le slogan féministe "Mon corps, mes droits" en "Mon esprit, mes choix" :

"Il faut, tu dois, tu devrais, fais-ci, fais pas ça, il faut, tu dois, tu devrais, fais-ci, fais pas ça... En boucle. Ça, c'est le quotidien quand tu es malade psy, neuroatypique, fou, folle, cinglé.e. [...] Ça ne vous paraît pas dingue, à vous ? Aussi dingue que tous les symptômes possibles et imaginables ?"



Jack Nicholson dans "Vol au-dessus d'un nid de coucou", 1975.

Lau milite aussi pour l'entraide et le partage de techniques de soin entre patients, qui permet de s'émanciper partiellement d'un système de soin vécu comme oppressif.

Cette critique de la psychiatrie classique, aujourd'hui portée par certains patients, a été amorcée par les psychiatres eux-mêmes avec l'antipsychiatrie.

La profession elle-même, bien qu'encore majoritairement normative – et même de plus en plus selon le psychanalyste et professeur Roland Gori – n'est donc pas unanime.

D'ailleurs, le psychiatre actuel de Lau s'inscrit dans ce mouvement et n'utilise le diagnostic de trouble borderline que "comme un guide" :

"Pour lui, je ne suis pas un ensemble de symptômes sur patte, je ne suis pas 'une borderline', je suis Lau. Et ça me va bien."

Alice Mariani Journaliste